



Interview de François Villeroy de Galhau – Gouverneur de la Banque de France

RTL – 18 septembre 2019

« L'économie française résiste plutôt bien »

ALBA VENTURA

Bonjour Monsieur VILLEROY de GALHAU.

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Bonjour Alba VENTURA.

ALBA VENTURA

Alors la Banque de France vient de publier ses prévisions économiques, on note un très léger ralentissement de la croissance, est-ce que ça veut dire que vous êtes inquiet ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je dois d'abord dire que la Banque de France publie ses prévisions de façon totalement indépendante du gouvernement, ou de tout intérêt privé. La Banque de France appartient à tous les Français, elle est là pour rendre des services à tous les Français. Que disent nos prévisions ? c'est que l'économie française résiste plutôt bien avec deux bonnes nouvelles dont on va parler, sur le chômage et sur le pouvoir d'achat, mais qu'il y a des risques qui augmentent. Si j'ose dire, le bateau France avance à un plutôt bon rythme...

ALBA VENTURA

Il y a des nuages à l'horizon quand même ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Oui, ou la mer autour de nous devient plus agitée. Sur les deux bonnes nouvelles, qui sont très importantes évidemment pour ceux et celles qui nous écoutent, la première est sur l'emploi : l'économie française a créé depuis quatre ans, entre 2016 et cette année, 2019, environ un million d'emplois supplémentaires. Cela, ce n'était jamais arrivé, et cela entraîne une baisse, qui va continuer, du taux de chômage.

ALBA VENTURA

Mais alors, juste deux secondes, le chômage va continuer de baisser ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Oui.

ALBA VENTURA

Est-ce que ça veut dire que... je crois que le président de la République a tablé sur 7 % de taux de chômage à la fin du quinquennat, en 2022...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je n'ai pas à me prononcer sur les chiffres du président de la République...

ALBA VENTURA

Non, mais vous faites des prévisions...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Ce que nous disons, nous, c'est que le chômage, si la tendance continue, devrait passer sous 8 % d'ici la fin 2021, d'ici deux ans.

ALBA VENTURA

Donc vous, vous êtes un peu plus pessimiste que le président MACRON...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je vous l'ai dit nous sommes sur un plan différent, nous sommes sur des prévisions. L'autre bonne nouvelle, c'est le pouvoir d'achat, qui aura cette année une croissance en moyenne, je souligne en moyenne, de plus de 2 % du pouvoir d'achat par habitant en France. Alors, je dis « en moyenne », parce que chaque Français est évidemment d'abord sensible à sa situation personnelle à lui, et il y a des évolutions au-dessus ou en dessous de cette moyenne. Mais plus de 2 % de hausse du pouvoir d'achat, c'est la plus forte hausse depuis douze ans, et cela contribue à soutenir la consommation et la croissance.

ALBA VENTURA

Alors, vous le disiez, il y a les chiffres et il y a le ressenti dans le pouvoir d'achat. Monsieur le Gouverneur, quand les prix du pétrole flambent, comme lundi, même si les prix du Brut se sont repliés hier, on se demande quand même ce que ça va donner à la pompe, est-ce que vous êtes inquiet, on a parlé de 4 à 5 centimes supplémentaires pour les carburants ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Là, on arrive sur les risques qui sont liés à notre environnement. La mer autour de nous est plus agitée. Il y a un risque sur le pétrole, que vous venez de citer. Le prix du pétrole avait baissé pas mal depuis juin dernier, de 20 %, il est remonté depuis le week-end dernier, et l'attaque contre l'Arabie Saoudite. C'est quelque chose qu'il va falloir suivre de près, je crois qu'il est trop tôt pour dire si c'est une montée durable des prix du pétrole ou bien temporaire.

ALBA VENTURA

Et puis, n'oublions pas que le prix des carburants, c'est ce qui a provoqué la crise des gilets jaunes, est-ce que ça peut repartir, est-ce que vous êtes inquiet, encore une fois ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Le prix à l'essence avait baissé sensiblement ces derniers mois parce qu'il accompagnait la baisse du prix du pétrole. On va suivre dans les prochaines semaines ce qui se passe. Il y a un autre risque, j'étais hier à Londres, c'est ce qui va se passer sur le Brexit, la séparation avec les Britanniques. Si on était sur un scénario qu'on appelle le Brexit dur, le Brexit désordonné, sans accord, cela affecterait très négativement l'économie anglaise, et par contrecoup, cela aurait un effet négatif pour nous : beaucoup moins fort, parce que nous sommes beaucoup moins touchés par le Brexit, mais cela fait partie des risques.

ALBA VENTURA

On est bien préparés, Monsieur le Gouverneur ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

On est bien préparés, effectivement...

ALBA VENTURA

Nous, les Français, oui ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Nous avons fait beaucoup de travail sur tout ce qui est les services financiers, les banques, les compagnies d'assurances, les contrats qu'ont les Français. Leur continuité et leur sécurité est assurée. Mais cela peut avoir des conséquences négatives sur des entreprises qui exportent beaucoup vers la Grande-Bretagne. Cela peut aussi avoir quelques conséquences positives, je le dis au passage : il y a des établissements financiers qui étaient installés à Londres qui arrivent à Paris, on estime que c'est une cinquantaine...

ALBA VENTURA

Paris peut devenir une place financière ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Paris est déjà une place financière, mais peut devenir une place financière encore plus importante...

ALBA VENTURA

Mais il y a une concurrence avec Francfort...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Il y a une concurrence avec d'autres places, mais Paris tire bien son épingle du jeu. Pour vous citer un chiffre, on estime aujourd'hui qu'il y a déjà autour de 2.000 emplois directs qui sont arrivés supplémentaires à Paris. Je dis « directs », parce que comme ce sont des emplois très qualifiés, souvent, ils entraînent toute une série d'emplois indirects autour d'eux. Donc, dans la mauvaise nouvelle du Brexit, il y a une opportunité pour nous.

ALBA VENTURA

Une compensation. François VILLEROY de GALHAU, Monsieur le Gouverneur, on vit quand même une période économique, vous le disiez, particulièrement mouvementée, prenons la politique des taux négatifs, a priori, comme ça, ça a l'air d'une bonne nouvelle pour ceux qui se lancent dans le crédit, sauf qu'on voit quand même qu'il y a des effets pervers. Alors les banques ne se rémunèrent plus, on a vu des banques en Allemagne, mais je pense aussi à une filiale française d'une banque suisse qui taxait les dépôts, donc taxait les comptes courants. François LENGLET en parlait en début de semaine ; je sais que ça concerne des clients qui ont beaucoup d'argent. Mais on peut se dire : est-ce que ça peut à terme toucher des comptes plus modestes, des comptes bancaires plus modestes ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Alors, deux choses très importantes sur les taux négatifs : la première, c'est qu'aucune banque française n'applique aujourd'hui de taux négatifs à ses déposants particuliers habituels ou à ses PME, et nous comptons bien que cela demeure en l'état. Les établissements dont vous parlez sont des établissements de gestion de fortune qui visent des très gros patrimoines, on a parlé de comptes courants supérieurs à un million d'euros, il n'est pas question que ceci s'applique aux particuliers habituels ou aux PME.

Mais de l'autre côté, les taux bas, ce peut être une opportunité, parce que les taux des crédits ont beaucoup baissé. Si vous voulez bien, je prends un exemple extrêmement simple : prenons un couple qui emprunte 100.000 euros sur 15 ans pour faire l'acquisition de son logement. S'il le fait aujourd'hui, son crédit immobilier, au total, va lui coûter 15.000 euros de moins que s'il avait fait le même emprunt en 2014, c'est-à-dire avant que nous prenions ces décisions favorables sur les taux. 15.000 euros, c'est extrêmement significatif, évidemment ; cela facilite l'acquisition de logements.

ALBA VENTURA

Mais pardon, l'effet pervers de ça, c'est que les prix de l'immobilier s'emballent, on a vu 10.000 euros le mètre carré à Paris, vous ne craignez pas une bulle immobilière et donc un krach ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Les prix de l'immobilier dépendent énormément, comme vous le savez, des zones dans lesquelles on vit en France, des villes, etc. Cela monte significativement à Paris, cela monte beaucoup moins ailleurs, et heureusement, tout le monde n'a pas à acheter un appartement à Paris. Nous surveillons les prix de l'immobilier, mais nous ne craignons pas un krach. Il faut juste être attentif à ce que les crédits immobiliers qui sont accordés continuent bien à examiner la situation financière des emprunteurs, pour ne pas les mettre en risque.

ALBA VENTURA

Les taux négatifs, c'est durable, Monsieur le Gouverneur ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Les taux bas, c'est durable. Il n'y aura pas de taux négatifs pour les particuliers, je l'ai dit, et pour les PME. Mais les taux bas sont durables grâce aux décisions que nous avons prises, et c'est une bonne nouvelle pour l'économie française.

ALBA VENTURA

Et est-ce que les banques vont augmenter d'autres services pour les particuliers ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

C'est une crainte qui est exprimée parfois. Je ne le crois pas, d'abord, parce qu'il y a de la concurrence entre les banques, y compris avec les nouvelles banques en ligne qui ont, en général, des frais plus bas. Et puis surtout, Alba VENTURA, parce que les banques ont pris deux engagements très importants en 2019. Le premier, c'est de ne pas augmenter leurs tarifs bancaires en 2019. Et le deuxième, c'est de plafonner les frais d'incidents bancaires, les frais de découverts, qu'elles appliquent à leurs clients en situation de fragilité financière. Cela concerne plus de 3 millions de personnes en France, et il y a un engagement qui a été pris de plafonner à 20 euros par mois ou 200 euros par an maximum ces frais. Nous contrôlons, nous, Banque de France, très précisément, le respect de ces engagements, et globalement, ces engagements sont tenus et ils sont appliqués. C'est aussi une bonne nouvelle.

ALBA VENTURA

François VILLEROY de GALHAU, il y a un autre aspect quand on emprunte à taux négatifs au niveau de l'Etat, ça veut dire que l'Etat paye moins cher sa dette, d'une certaine manière, vous encouragez le gouvernement à ne plus faire d'économies ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Non, j'ai eu l'occasion de dire, et je le redis là, qu'il faut avoir une sphère publique efficace. Il y a donc des domaines où il faut investir davantage, parce que cela prépare l'avenir, il y a des domaines où on peut assurer le même service avec un certain nombre d'économies. Nous le faisons à la Banque de France par exemple. Mais c'est vrai que les taux bas ou les taux négatifs diminuent la charge de la dette, cela compte aussi pour les contribuables que nous sommes. Et pour vous citer un exemple...

ALBA VENTURA

Mais malgré tout, on continue d'endetter nos enfants, nos générations futures...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Pour vous citer un exemple qui est intéressant d'un pays autour de nous qui ne passe pas pour être un pays exagérément dépensier, les Pays-Bas : la Hollande vient de décider hier qu'ils allaient constituer un fonds de 50 milliards d'euros pour préparer des investissements d'avenir. Voilà quelque chose qui, dans un pays qui a moins de dettes que nous et donc plus de marge de manœuvre, peut être tout à fait utile pour augmenter la croissance et l'emploi demain.

ALBA VENTURA

Votre prédécesseur, Jean-Claude TRICHET, disait récemment : la question n'est pas de savoir s'il va y avoir une récession, mais quand elle arrivera, et elle sera brutale, dit-il, en Europe. Vous partagez ça ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Je ne crois pas que nous allions vers une récession. Nous avons un ralentissement économique, il est d'ailleurs plus marqué en Allemagne et en Italie, près de nous : c'est pourquoi nous décidons de maintenir ces taux bas, parce que c'est la façon de soutenir l'activité économique. Maintenant, il y a une chose très importante par rapport à votre question, Alba VENTURA : ce qu'on appelle la politique monétaire, la décision sur les taux d'intérêt, ne peut pas tout faire. Si on veut soutenir la croissance en Europe, il y a des pays où il faut investir davantage, je citais les Pays-Bas ou l'Allemagne. Il y a des pays où il faut faire des réformes pour augmenter la croissance. Et puis, un peu partout, il faut rétablir la confiance politique, parce qu'au fond, derrière ce ralentissement, il y a les tensions commerciales, il y a l'incertitude qui est créée par des déclarations ou des tweets retentissants, vous voyez de qui je parle. Cette confiance globale...

ALBA VENTURA

Le président américain...

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Elle est extrêmement importante pour que, par exemple, les chefs d'entreprises continuent à investir.

ALBA VENTURA

Rien à voir, mais la Banque de France se visite pour les journées du patrimoine ce week-end ; vous allez être le guide ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

Absolument, la Banque de France, je l'ai dit, appartient à tous les Français et elle est ouverte. Donc ce week-end, pour ceux qui vivent en Ile-de-France, et puis les autres s'ils veulent y venir, venez visiter la Banque de France et voir ses métiers. Venez aussi à ce qu'on appelle Citéco – la Cité de l'économie – que nous avons ouverte au métro Malesherbes à Paris, c'est un autre beau bâtiment : là, c'est pour découvrir l'économie de façon ludique, et je crois, accessible à tous.

ALBA VENTURA

L'adresse de la Banque de France ?

FRANÇOIS VILLEROY DE GALHAU

L'adresse de la Banque de France, c'est : 31 rue Croix des Petits Champs, dans le 1^{er} arrondissement de Paris.

ALBA VENTURA

Merci Monsieur VILLEROY de GALHAU.

YVES CALVI

Nous sommes dans le quartier du Palais Royal, et c'est un assez bel établissement. Merci à tous les deux. Le Gouverneur de la Banque de France qui annonce, sur RTL, deux bonnes nouvelles, tout d'abord, sur l'emploi, sous 8 % d'ici 2021, ce sont bien entendu des prévisions, et pour le pouvoir d'achat, plus de 2 % en moyenne par Français cette année, la plus forte hausse depuis 12 ans. Merci infiniment.